CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Case FRC 18804

OPINION

DE

A. J. FRISON, député des Deux-Nèthes,

Sur les dangers de la Patrie.

Séance du 28 fructidor an 7.

Je ne trouve par-tout que lâche flatterie,
Qu'injustice, intérêt, trahison, fourberie.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

LA patrie est-elle en danger? Il n'y a que les royalistes cachés sous le manteau républicain, il n'y a que les complices de la trahison de l'ancien Directoire qui puissent soutenir le contraire.

Quoi! les sinuosités de sa longue perfidie n'éblouissent

THE NEWBERRY LIBRARY

pas encore tous les yeux! et les faits qui se passent à l'extérieur et dans l'intérieur n'accablent pas encore la conscience des plus incrédules!

Lorsque, de toutes parts, l'on fait retentir à cette tribune les nombreux assassinats des républicains; que l'ennemi extérieur bloque la France, qu'il s'avance sur tous les points de la frontière, qu'il écrase les Républiques alliées, qu'il égorge les patriotes italiens, envahit la Hollande; lorsque les citadelles les plus formidables lui sont livrées par des chefs qu'on semble avoir choisi exprès pour consommer la trahison; que la plupart ont été laissées sans munitions, sans approvisionnemens, et que la fortune publique a été dilapidée, vous hésitez encore à croire que la patrie a été trahie, qu'on cherche à la livrer! et vous n'oseriez pas la déclarer en danger!

Qu'attendez-vous donc, représentans du peuple?

Faut-il que les barbares aient pris possession de toute la Batavie et de ses forteresses, qui sont sans munitions, sans moyens de défense, malgré les efforts constans que le Directoire actuel a fait pour l'assurer?

Faut-il qu'ils se débordent dans les départemens réunis, et que vos nouveaux frères soient de rechef livrés à toutes les vengeances, à toutes les fureurs des Autrichiens?

La nation française n'auroit-elle porté la liberté chez des peuples voisins que pour les faire égorger? N'avez-vous donc fait la révolution que pour asservir le monde et étouffer tous les sentimens généreux?

Sachez, représentans du peuple, que les places de la Belgique ne sont pas mieux approvisionnées que celles de la Batavie; que dans celles où il y a des canons, ils sont dans la boue, faute d'affûts; que toutes sont dans la détresse, et qu'on a vendu jusqu'aux palissades de vos places de première ligne.

Et l'on vous dit que le remède à tout cela c'est d'augmenter le pouvoir du Directoire exécutif! Qu'il faut raviver le commerce, rétablir le crédit public! . . . .

Oui, voilà la logique astucieuse et perfide que les savans de l'Institut débitent dans des phrases bien arrondies, bien poétiques.

Ce n'est pas là ce que le peuple attend de vous. Sa voix vous crie : Sauvez-moi, sauvez-vous; le commerce et le crédit se rétabliront quand, d'une main puissante, vous aurez affermi le gouvernement républicain(1).

On vous a dit : Faites des lois justes ; oui, représentans du peuple, et la première que vous ayez à faire, c'est de sauver la liberté : rien de plus juste, rien de plus constitutionnel. Faites des lois efficaces, oui, inspirez aux royalistes cette terreur salutaire qu'ils redoutent, et qui les a fait trembler toutes les fois qu'ils ont vu les républicains protégés et debout pour écraser les conspirateurs ; que le Directoire exécutif s'entoure du courage de ses amis et non de la lâcheté de ses vils flatteurs ; qu'il n'oublie pas qu'il n'a remplacé l'ancien que par la force d'opinion des républicains, et qu'il n'est point là par la volonté de ceux qui le caressent aujourd'hui ; que Sieyes se rappelle sur-tout que ceux qui veulent encore aujourd'hui sauver la patrie, en déclarant ses dangers, sont ceux qui se sont dévoués pour le placer au Directoire, malgré les intrigues des mêmes tartuffes révolutionnaires, qui alors, comme aujourd'hui, vouloient détourner les yeux de la véritable conspiration, pour faire monter à l'échafaud les représentans du peuple fidèles à leurs mandats.

Donnons au Directoire exécutif cette force d'opinion qui lui manque pour exécuter les lois justes et efficaces que je viens d'indiquer : voilà l'extension de pouvoir que je veux lui donner et dont il a besoin. Mais gardez-vous encore une fois de lui servir de marche-pied à une nouvelle tyrannie, à une dictature enfin, que les

---

(1) Quel commerce peut-on espérer aussi long-temps que la République se trouvera sans communications, puisque, d'un côté, elles sont interceptées par les Anglais, et de l'autre par lez Austro-Russes ?

230

intendans, et les plats valets de l'ancien Directoire regrettent; car c'est là, représentans du peuple, que vous attend certain diplomate pour faire disparoître la République du tableau des puissances.

Au nom du salut de la constitution, au nom du peuple qui vous a confié son existence, ne temporisez plus; montrez-vous ses véritables amis, ses défenseurs, en lui annonçant les dangers de la patrie. Ranimez son courage; empêchez qu'on ne fatigue son zèle; ne laissez plus endormir votre vigilance par cette caste d'académiciens nouveaux, qui peuvent être utiles dans des temps calmes, mais qui ne valent rien pour le combat. Ce n'est point avec des abstractions métaphysiques que vous repousserez les barbares: c'est lorsque le peuple connoîtra les dangers qu'il court, et sera debout pour défendre ses droits qu'ils se repentiront de leur audace.

En me résumant, je déclare au peuple français que, ne voulant point participer à sa perte, la patrie est en danger.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Premier jour complémentaire an 7.